



**Les Africains disposés à payer leurs
impôts se heurtent à des systèmes
fiscaux opaques et corrompus**

Rose Aiko & Carolyn Logan

5 Mars 2014

Document de politique générale n° 7

Introduction

Les données d'enquête de l'Afrobaromètre portant sur 29 pays de l'Afrique subsaharienne¹ révèlent un engagement généralisé des citoyens envers le principe d'imposition ainsi que leur volonté d'assumer leurs responsabilités en s'acquittant de leurs impôts dans l'intérêt du développement national.

Pourtant les systèmes d'imposition demeurent opaques pour une vaste majorité de citoyens à travers le continent. La plupart d'entre eux trouvent qu'il est difficile de savoir ce dont ils sont redevables, et le public est encore davantage dans l'obscurité quand il s'agit de comprendre comment les recettes fiscales sont réellement utilisées par les gouvernements. De surcroît, la perception de la corruption au sein des administrations fiscales reste très marquée, et les faits indiquent que cette perception nuit d'une part à l'engagement du public envers l'intégrité du système fiscal tout comme elle a pour effet d'accentuer la probabilité d'évasion fiscale.²

La mobilisation des ressources par le biais du prélèvement d'impôts est une priorité majeure du programme de développement de l'Afrique. Pour la majorité des pays, les recettes fiscales disponibles sont nettement inférieures aux besoins financiers du secteur public³. Les recettes moyennes se sont élevées à 24 % du produit intérieur brut entre 2000 et 2010, après avoir culminé à 28 % en 2008⁴. Comparativement à l'effort fiscal des pays de l'OCDE⁵ (dont la moyenne avait atteint 33,8 % en 2010) qui représentent l'un des groupes de donateurs principaux, force est de constater qu'il est encore possible pour les pays africains d'élargir leur base imposable. De nombreux pays ont dû compter sur des donateurs étrangers pour combler cet écart. À l'heure où les gouvernements doivent répondre aux besoins de populations

¹ Les enquêtes de l'Afrobaromètre se basent sur des échantillons représentatifs au niveau national. Le Round 5 (2011–2013) couvrait 34 pays, mais la plupart des questions en matière d'imposition abordées ici n'ont pas été soulevées dans cinq pays nord-africains (Algérie, Égypte, Maroc, Soudan et Tunisie). Les 29 pays dont les présents constats sont tirés sont les suivants : Afrique du Sud, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Kenya, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Ouganda, Sénégal, Sierra Leone, Swaziland, Tanzanie, Togo, Zambie et Zimbabwe. Le nombre total de personnes interrogées dans les 29 pays s'est élevé à 45 599. Les entretiens sont réalisés en face à face dans la langue de choix du participant. Les cycles précédents de l'Afrobaromètre avaient été menés en 1999–2001 (Round 1, 12 pays), 2002–2003 (Round 2, 16 pays), 2005–2006 (Round 3, 18 pays) et 2008–2009 (Round 4, 20 pays). Pour de plus amples renseignements, visitez www.afrobarometer.org/fr

² D'autres explications permettant de comprendre la conformité aux dispositions fiscales et les principaux facteurs qui la façonnent ont également été proposées. Voir, par exemple, une analyse approfondie des données recueillies auprès de seulement quatre de ces pays débouchant sur des conclusions quelque peu différentes : Merima Ali, Odd-Helge Fjeldstad et Ingrid Hoem Sjursen, 2013, « Payer ou ne pas payer ? Attitudes des citoyens devant l'imposition au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda et en Afrique du Sud », Document de travail n° 143 de l'Afrobaromètre, www.afrobarometer.org.

³ Indice de liberté économique 2013 de la fondation Heritage, présentant davantage d'estimations prudentes en matière de génération de recettes et de dépenses gouvernementales Dépenses publiques — écart fiscal de 13,5 % du PIB en 2011/12. <http://www.heritage.org/index/explore>

⁴ http://www.africaneconomicoutlook.org/en/outlook/financial_flows/taxation/ (suivre l'hyperlien vers : <http://dx.doi.org/10.1787/888932807322>)

⁵ http://www.oecd-ilibrary.org/taxation/taxation-key-tables-from-oecd_20758510

grandissantes qui exigent des services plus efficaces et de meilleures conditions de vie, il est fort probable que la réforme des systèmes fiscaux et de finances publiques en vue d'améliorer la collecte des recettes fiscales intérieures restera une priorité majeure sur le plan du développement.

Les constats de l'Afrobaromètre indiquent que les gouvernements doivent améliorer à la fois la transparence et la responsabilité des administrations fiscales s'ils souhaitent renforcer les fondations d'un système de recettes fiscales sain.

Principaux constats

- Les Africains estiment que l'imposition est essentielle au développement intérieur
 - Deux tiers (66 %) estiment que les citoyens doivent payer des impôts pour que leurs pays puissent se développer
 - Une majorité d'entre eux (52 %) sont prêts à payer plus d'impôts en échange de meilleurs services, alors que seulement un citoyen sur trois (35 %) serait disposé à renoncer à ces services pour payer moins d'impôts.
- Et ils sont prêts à payer :
 - 70 % estiment que les autorités ont le droit d'obliger la population à payer des impôts (et dans 16 pays⁶ suivis depuis 2002, ce chiffre a progressé de 64 % à 71 %)
 - 49 % trouvent inacceptable et condamnable que les citoyens évitent de payer les impôts dont ils sont redevables au gouvernement (35 % estiment cela « inacceptable, mais compréhensible »)
- Le tiers (35 %) estiment que « la plupart », voire « l'ensemble » des agents du fisc sont corrompus, et 39 % pensent qu'au moins un certain nombre d'entre eux le sont. La perception de la corruption parmi les agents du fisc semble nuire à l'engagement envers l'intégrité du système fiscal. La méfiance à l'égard de la conduite des agents du fisc accroît d'une part la tolérance devant l'évasion fiscale en principe, de même que la non-conformité aux obligations fiscales rapportée dans la pratique.
- Une grande majorité de personnes soulignent que les systèmes fiscaux demeurent opaques : 62 % d'entre elles estiment qu'il est difficile de vérifier les impôts dont elles sont redevables, tandis que 76 % estiment qu'il est difficile de vérifier comment le gouvernement utilise les recettes fiscales.

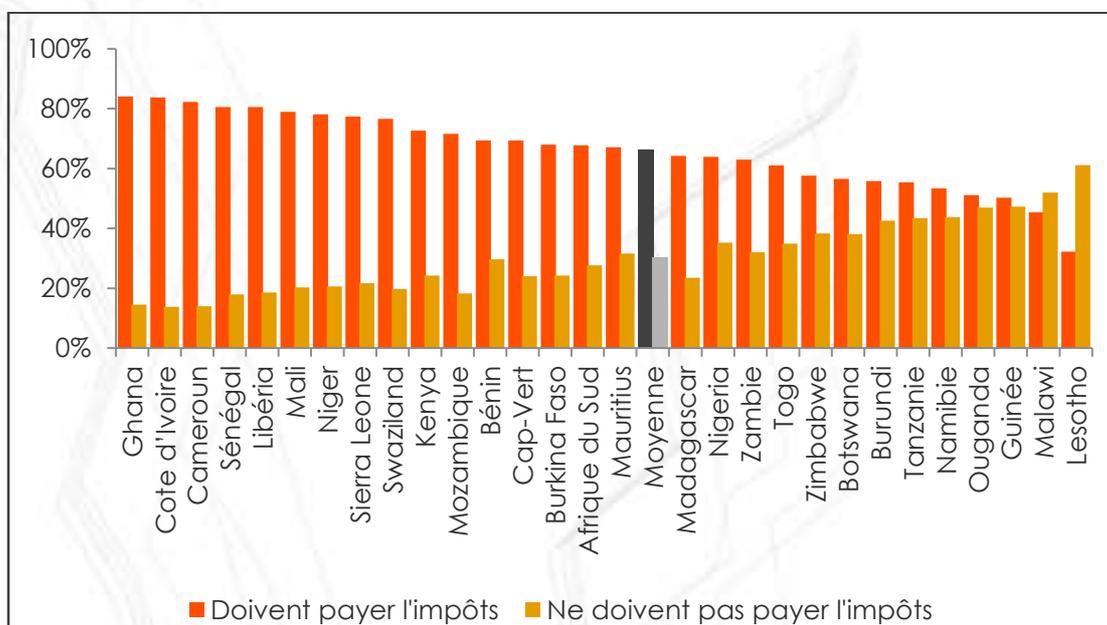
⁶ Afrique du Sud, Botswana, Cap-Vert, Ghana, Kenya, Lesotho, Malawi, Mali, Mozambique, Namibie, Nigeria, Ouganda, Sénégal, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

- Les Africains de l’Ouest expriment les plus hauts degrés de soutien en faveur du principe de l’imposition, mais les degrés les plus faibles en matière de conformité. Les Africains de l’Est sont pour leur part confrontés aux plus grands obstacles en matière d’accès à l’information. Et si les habitants de l’Afrique australe jouissent d’un meilleur accès à l’information et perçoivent beaucoup moins de corruption, ils déclarent cependant qu’il est relativement plus facile d’éviter d’y payer des impôts que dans d’autres régions.

Adhésion populaire au principe de l’imposition

Une vaste majorité de personnes considèrent que les impôts jouent un rôle important pour l’essor de leurs pays. Deux sur trois (66 %) estiment que les citoyens doivent payer les impôts dont ils sont redevables à leurs gouvernements « pour que le pays se développe », tandis que 30 % seulement pensent que leurs gouvernements doivent trouver les ressources ailleurs. On observe pourtant des écarts importants entre les pays (Figure 1). Plus de 80 % des Ghanéens, des Camerounais et des Ivoiriens sont engagés en faveur de l’imposition aux fins de soutenir le développement, mais dans deux pays — au Malawi et au Lesotho — cette prise de position est minoritaire.

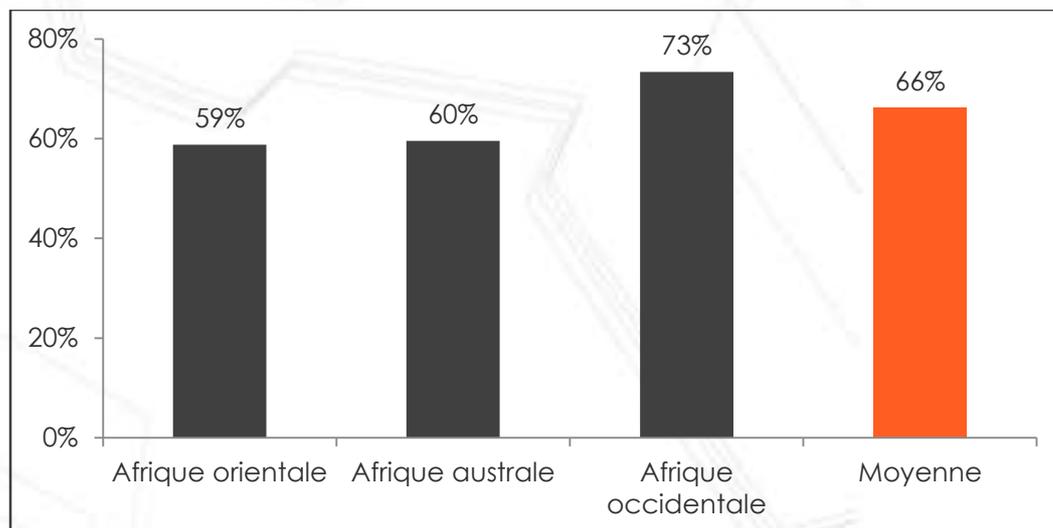
Figure 1 : Soutien populaire en faveur de l’imposition aux fins du développement | 29 pays, 2011-2013



La question: « Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?
 Affirmation 1: Les citoyens doivent payer leurs impôts au gouvernement afin que notre pays se développe.
 Affirmation 2: Le gouvernement peut trouver suffisamment de ressources d'autres sources sans que les citoyens ne paient les impôts ». (Les chiffres montrent % qui sommes en « d'accord » ou « Tout à fait d'accord » avec l'affirmation 1.)

Le soutien populaire en faveur de l'imposition est une prise de position majoritaire dans toutes les régions, mais ce soutien est considérablement plus élevé en Afrique de l'Ouest (73 %) qu'en Afrique de l'Est (59 %) ou en Afrique australe (60 %) (Figure 2).

Figure 2 : Soutien en faveur de l'imposition aux fins du développement, par région | 29 pays | 2011-2013

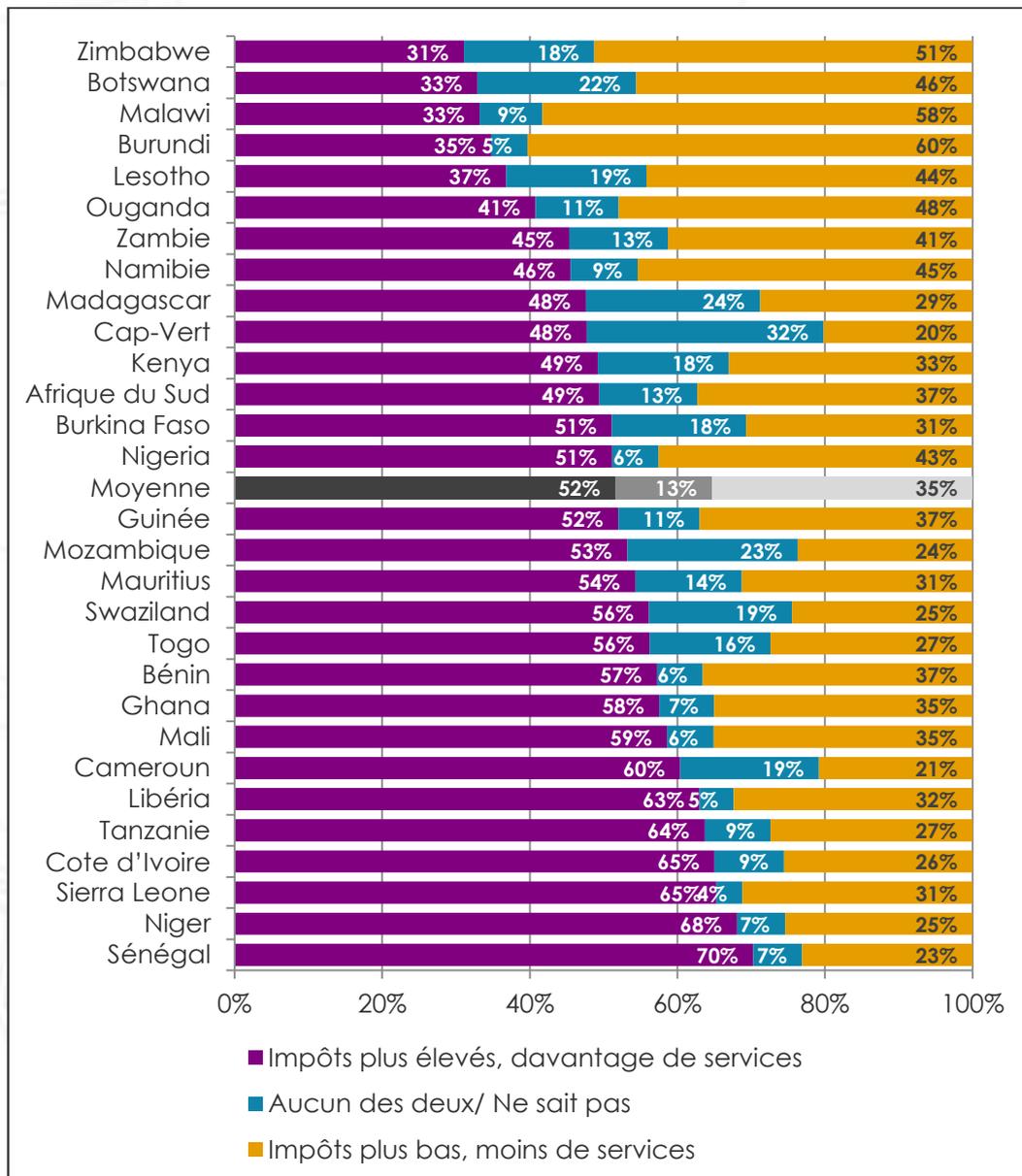


En fait, les Africains sont engagés à un tel point en faveur du principe d'imposition aux fins de soutenir le développement qu'une mince majorité d'entre eux (52 %) se disent même prêts à accepter une augmentation de leurs impôts si cela conduit les gouvernements à fournir davantage de services (Figure 3).



Lagos Market, Zouzou Wizman, Creative Commons

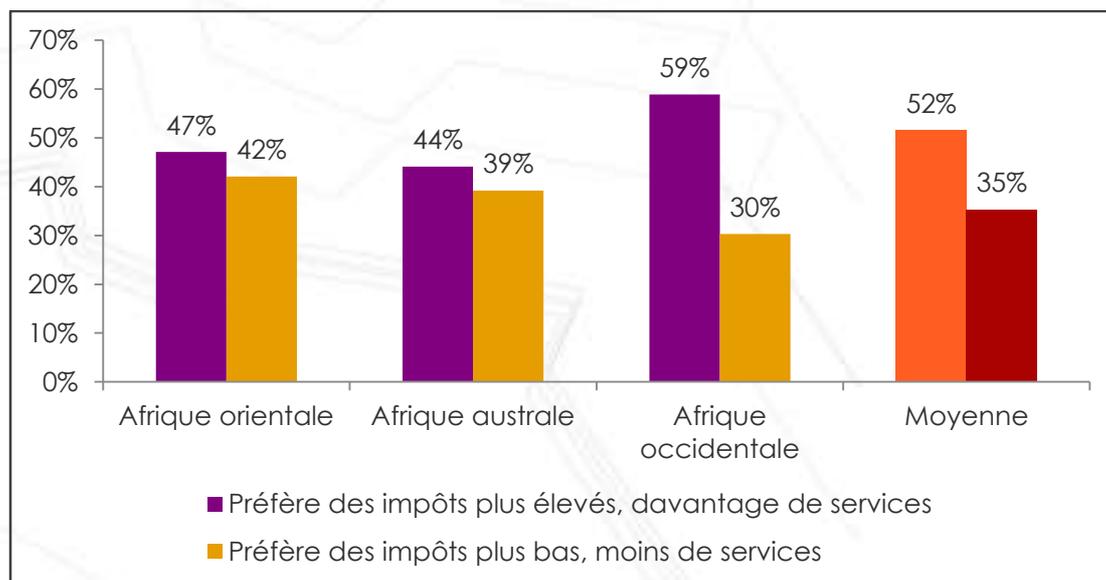
Figure 3 : Le compromis entre impôts et services | 29 pays, 2011-2013



La question: « Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?
 Affirmation 1: Il est préférable de payer plus d'impôts si cela veut dire que le gouvernement améliorera la prestation des services.
 Affirmation 2: Il est préférable de payer moins d'impôts, même si cela implique moins de services fournis par le gouvernement».

Or, même s'il s'agit d'une prise de position fortement majoritaire parmi les habitants d'Afrique de l'Ouest (59 %), d'Afrique de l'Est (49 %) et d'Afrique australe (44 %), dans les faits le soutien est bien plus faible ; la plupart d'entre eux, sans toutefois atteindre la majorité, sont effectivement prêts à payer plus d'impôts en échange de plus de services (Figure 4).

Figure 4 : Le compromis entre impôts et services, par région
| 29 pays | 2011-2013



La légitimité de l'imposition

Les Africains reconnaissent largement la valeur de l'imposition au même titre qu'ils soutiennent le rôle des administrations fiscales en matière de collecte d'impôts auprès des populations et l'obligation pour les citoyens de payer ce dont ils sont redevables. Dans les 29 pays, 70 % des citoyens estiment que les services d'administration fiscale ont le droit de collecter des impôts (Figure 5). Cela englobe la majorité des personnes dans chaque pays, bien que cette majorité s'avère faible à Madagascar et au Togo (chacun avec 52 %). Les administrations fiscales jouissent des plus hauts degrés de légitimité au Ghana (90 %) et au Niger (84 %).

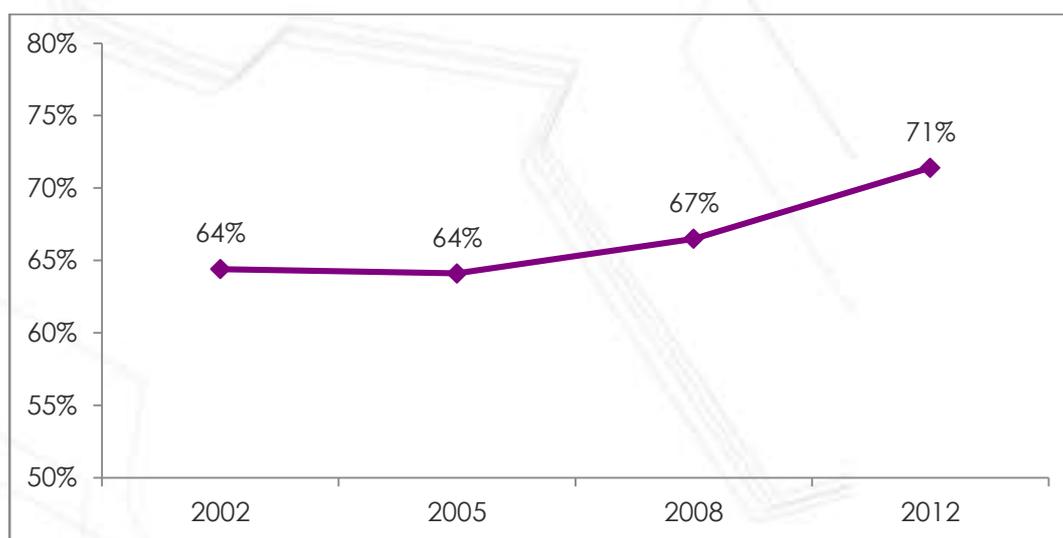
Figure 5 : Légitimité des administrations fiscales | 29 pays | 2011-2013



La question : « Pour chacune des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non: Les autorités fiscales ont toujours le droit de contraindre les populations à payer les impôts ». (% « d'accord » ou « Tout à fait d'accord »)

En outre, à travers les 16 pays suivis lors des dix dernières années, on observe une croissance constante du soutien en faveur du rôle des administrations fiscales avec des chiffres qui ont progressé de 64 % en 2002 pour atteindre 71 % aux alentours de 2012 (Figure 6).

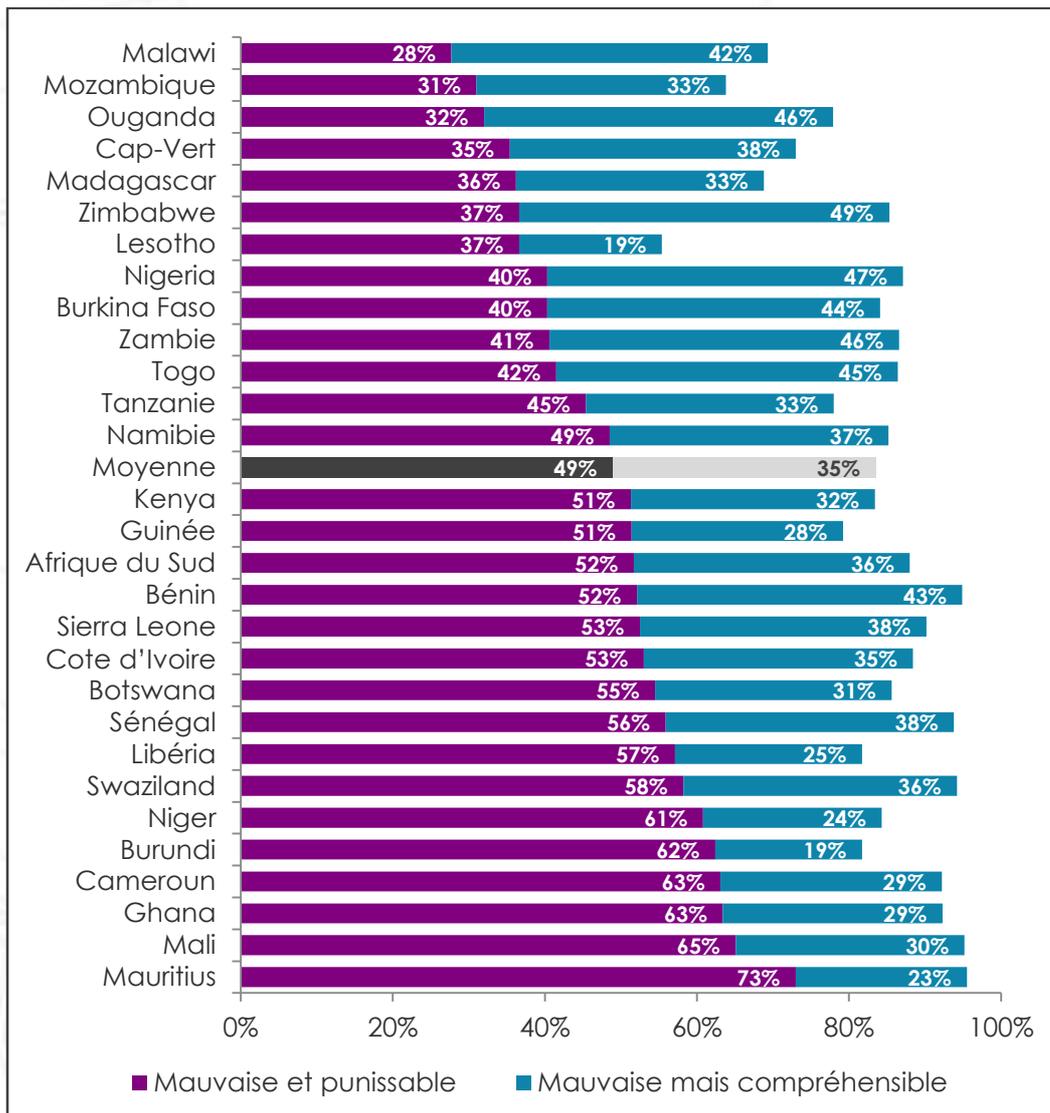
Figure 6 : **Adhésion croissante à la légitimité des administrations fiscales**
| 16 pays | 2002-2012



La question: « Pour chacune des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non: Les autorités fiscales ont toujours le droit de contraindre les populations à payer les impôts ». (% « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

De nombreux Africains dénoncent la fraude visant à ne pas s'acquitter du paiement de ses obligations fiscales, bien qu'ils ne soient pourtant pas tous prêts à la condamner totalement. Une grande majorité d'entre eux (84 %) considèrent que l'évasion fiscale est inacceptable ; un peu moins de la moitié (49 %) jugent qu'elle est non seulement inacceptable, mais également condamnable, tandis que 35 % considèrent qu'elle est inacceptable, mais compréhensible (Figure 7). Les Mauriciens expriment l'engagement le plus ferme envers l'intégrité du système fiscal, avec 73 % estimant que l'évasion fiscale est inacceptable et qu'elle doit être sanctionnée, suivis des Maliens (65 %), des Ghanéens et des Camerounais (chacun avec 63 %). Cette position jouit d'un soutien bien moins important dans d'autres pays. Au Lesotho et au Malawi, presque un tiers (avec 29 % chacun) des citoyens considèrent que le fait de ne pas payer d'impôts « n'est pas du tout inacceptable », et moins d'un citoyen sur trois est d'avis que l'évasion fiscale est une infraction condamnable en Ouganda (32 %), au Mozambique (31 %) et au Malawi (28 %).

Figure 7 : Tolerance for tax avoidance | 29 pays, 2011-2013

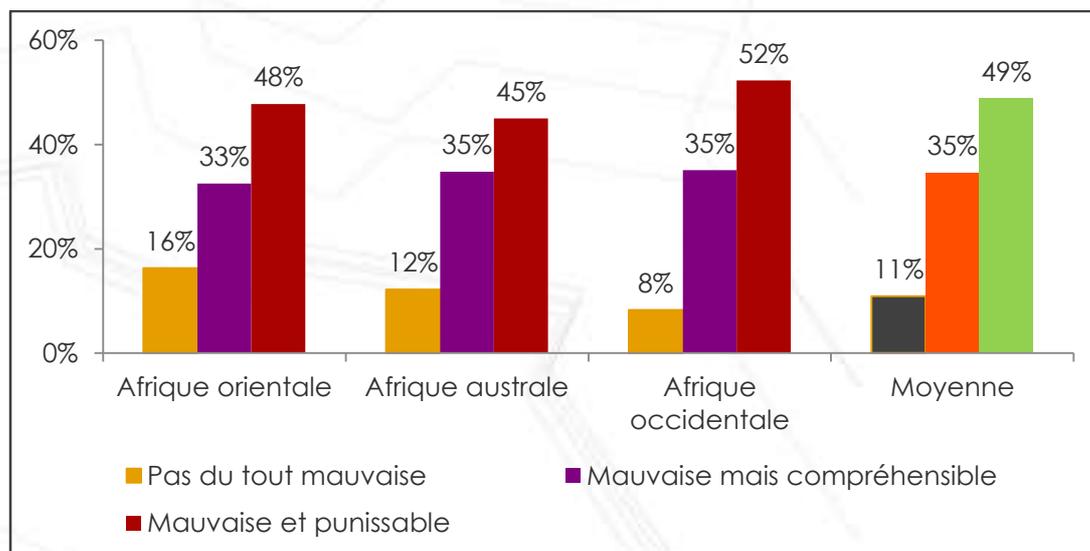


La question : « Je vais maintenant vous interroger sur une série de différentes actions que certaines personnes entreprennent. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous pensez que l'action n'est pas du tout mauvaise, mauvaise mais compréhensible, ou mauvaise et punissable: Ne pas payer les impôts qu'ils doivent payer sur leurs revenus? »

Les Africains de l'Ouest expriment un engagement relativement plus important envers les obligations fiscales, et une faible majorité d'entre eux (52 %) jugent que le fait de ne pas payer ses impôts est une infraction condamnable, comparés à 48 % en Afrique de l'Est et 45 % en Afrique australe. Les Africains de l'Est ont beaucoup plus tendance à estimer que ce « n'est pas du tout inacceptable » comparés aux autres personnes interrogées dans d'autres parties du continent (Figure 8).



Figure 8 : Tolérance devant l'évasion fiscale, par région
| 29 pays, 2011-2013



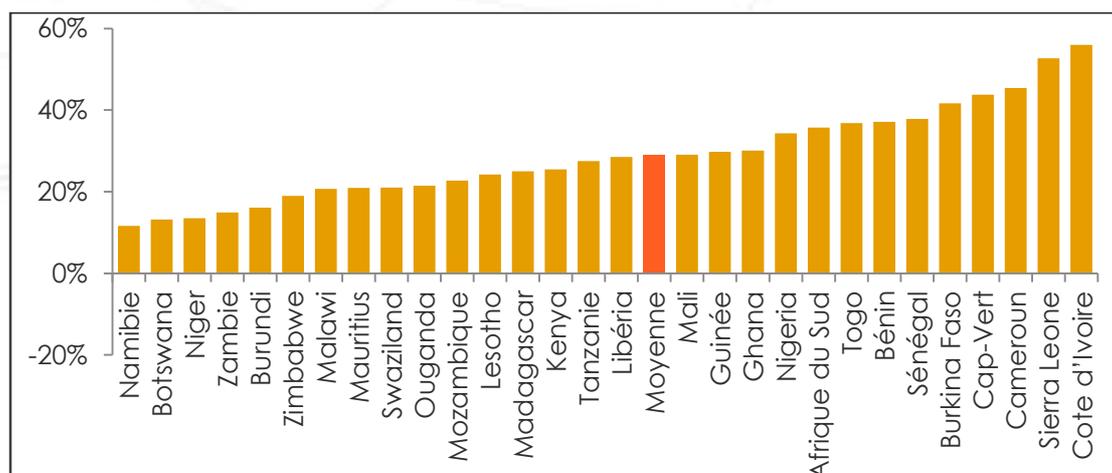
Conformité fiscale

Sachant qu'une vaste majorité de citoyens soutiennent le principe de l'imposition, qu'en est-il de la conformité fiscale dans la pratique ? Dans l'ensemble, le public estime que la conformité est généralisée. Une forte majorité de 58 % de personnes estiment que l'évasion fiscale ne sévit « jamais » ou seulement « rarement ». Pourtant, une minorité non négligeable en est moins convaincue ; en effet, un citoyen sur quatre (23 %) estime que l'évasion fiscale sévit « souvent » et 6 % de citoyens affirment qu'elle sévit « toujours ».

La perception d'évasion fiscale est à son degré le plus bas dans les pays d'Afrique australe, y compris en Namibie (où seulement 12 % pensent que la population évite de payer ses impôts « souvent », voire « toujours »), au Botswana (13 %), en Zambie (15 %), ainsi qu'au Niger (14 %) et au Burundi (16 %). Certains Africains de l'Ouest perçoivent des degrés de conformité encore plus bas : 53 % des Sierraléonais et 56 % des Ivoiriens pensent que les personnes évitent fréquemment de payer leurs impôts (Figure 9).

« En effet, un citoyen sur quatre (23 %) estime que l'évasion fiscale sévit 'souvent' »

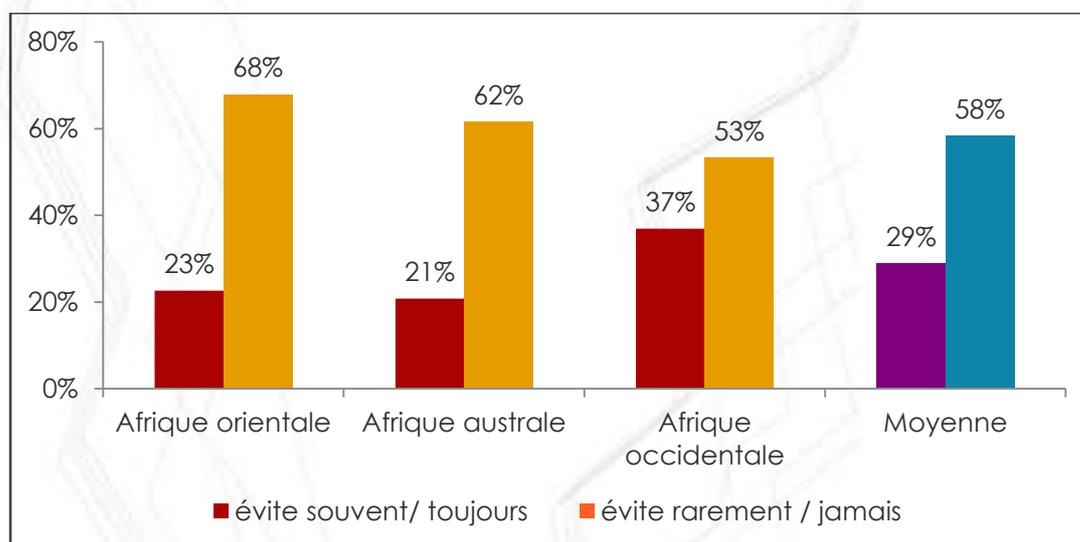
Figure 9 : Perception de la non-conformité aux contraintes fiscales
| 29 pays, 2011-2013



La question : « A votre avis, à quelle fréquence, dans ce pays: Les gens évitent de payer les impôts? » (% « souvent » ou « toujours »)

Selon les données cumulées à l'échelle régionale, on remarque que les habitants d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe sont davantage convaincus que leurs compatriotes respectent leurs obligations fiscales (respectivement 68 % et 62 % d'entre eux) par comparaison avec les Africains de l'Ouest (53 %) (Figure 10).

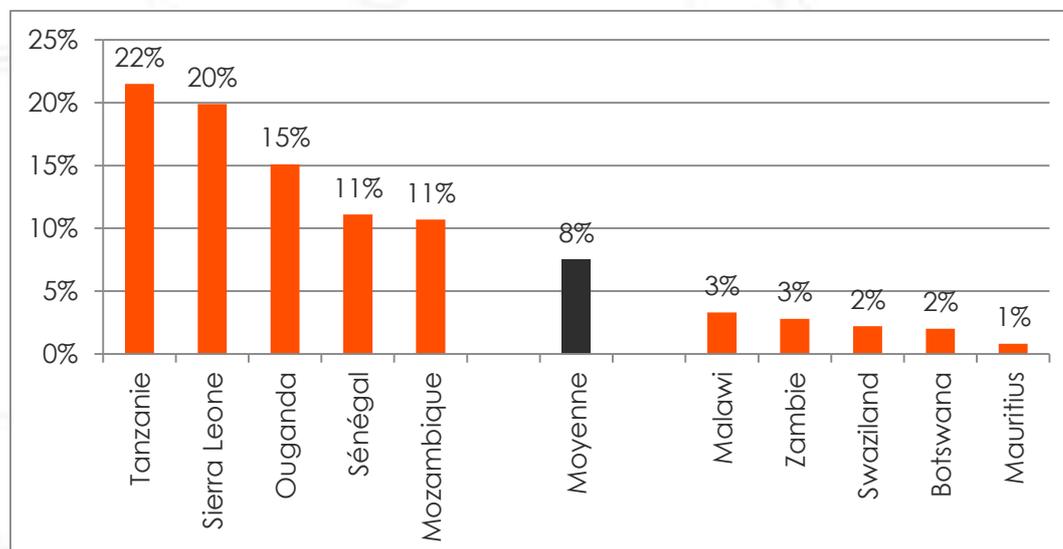
Figure 10 : Perception de la non-conformité aux obligations fiscales, par région
| 29 pays, 2011-2013



L'Afrobaromètre demande également aux participants à l'enquête s'ils ont personnellement refusé de payer un impôt ou une redevance au gouvernement au cours de l'année écoulée. La plupart ont répondu par la négative, mais presque une personne sur dix (8 %) reconnaît avoir agi de la sorte au moins une fois (Figure 11). Or, tandis que 10 %, voire moins, ont admis avoir agi de la sorte dans 24 des 29 pays,

les degrés de non-conformité déclarés par les intéressés étaient de loin supérieurs en Tanzanie (22 %), en Sierra Leone (20 %) et en Ouganda (15 %).

Figure 11 : **Refus personnel de payer un impôt ou une redevance**
| 29 pays, 2011-2013



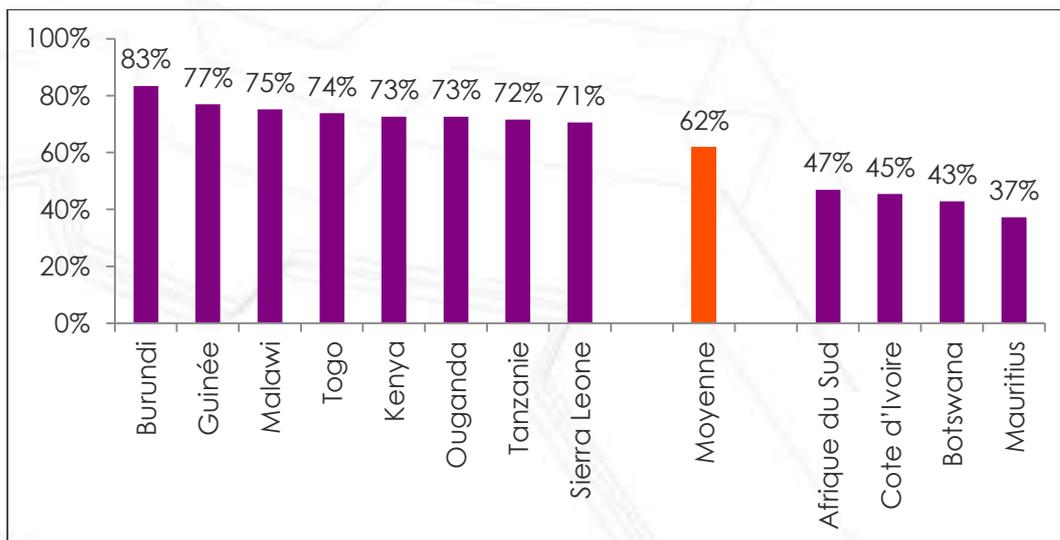
La question: « Voici une liste d'actions que les gens mènent parfois en tant que citoyens. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous avez personnellement effectué une de ces actions au cours des 12 derniers mois: Refuser de payer une taxe/redevance au gouvernement? » (% dire « oui »)

L'opacité des systèmes fiscaux

Le soutien généralisé en faveur de l'imposition peut être compromis par des systèmes fiscaux opaques et inaccessibles aux citoyens. Une grande majorité de personnes (62 %) à travers le continent africain indiquent qu'il est « difficile », voire « très difficile » d'obtenir des informations relatives aux impôts et aux redevances qu'elles sont tenues de verser au gouvernement (Figure 12). Un pourcentage étonnant de 83 % de citoyens du Burundi expriment qu'il est difficile d'obtenir des informations sur ce dont ils sont redevables, et trois quarts expriment le même sentiment en Guinée (77 %), au Malawi (75 %) et au Togo (74 %). Dans seulement quatre pays, moins de la moitié des personnes signalent rencontrer des difficultés : Afrique du Sud (47 %), Côte d'Ivoire (45 %), Botswana (43 %) et Maurice (37 %).



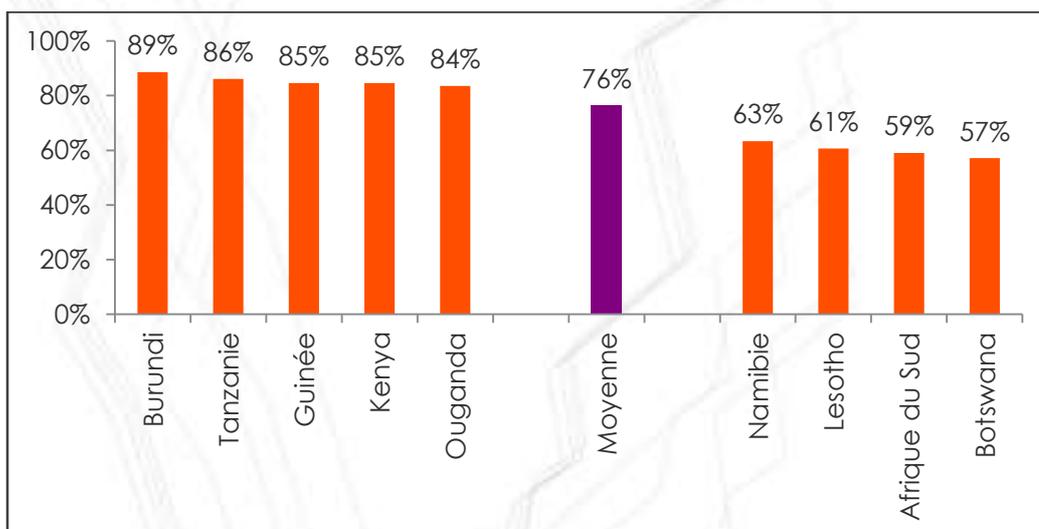
Figure 12 : Inaccessibilité des informations fiscales
| 29 pays, 2011-2013



La question: « Selon votre expérience, à quel point est-il facile ou difficile de faire ce qui suit: Se renseigner sur les impôts et taxes que vous êtes tenus de payer au Gouvernement? » (% « difficile » ou « très difficile »)

Il est encore plus difficile pour les citoyens de vérifier comment ces fonds sont utilisés par leurs gouvernements. Presque huit personnes sur dix (76 %) expriment qu'il est « difficile », voire « très difficile » de vérifier comment le gouvernement utilise les recettes dérivées des impôts et des redevances prélevées auprès de la population (Figure 13).

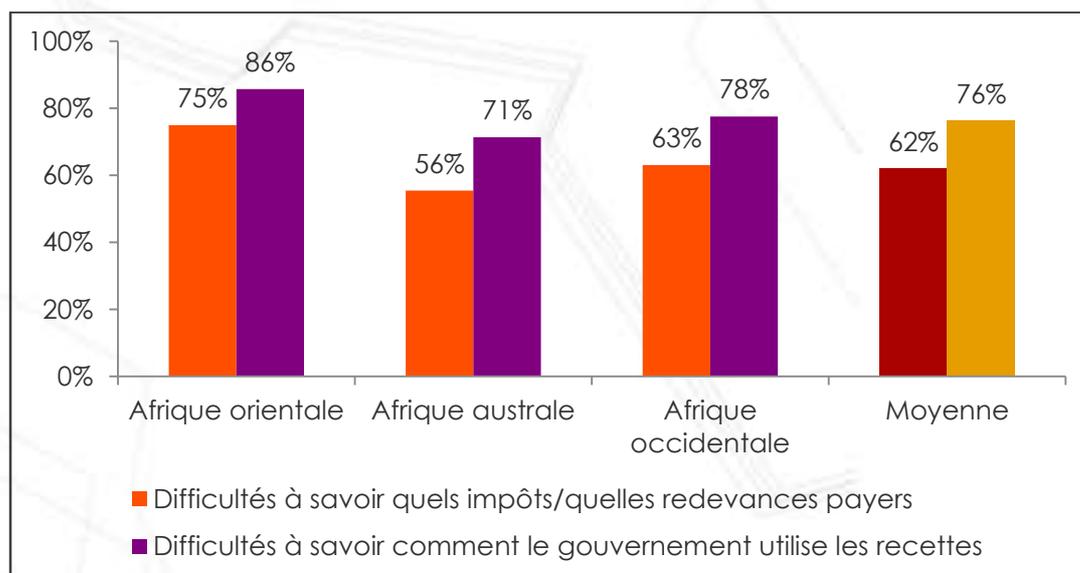
Figure 13 : Inaccessibilité des informations relatives à l'utilisation des recettes fiscales
| 29 pays, 2011-2013



La question: « Selon votre expérience, à quel point est-il facile ou difficile de faire ce qui suit: Se renseigner sur la manière dont le Gouvernement utilise les recettes provenant des impôts des contribuables? » (% « difficile » ou « très difficile »)

C'est chez les Africains de l'Est que l'on relève les plus hauts degrés de frustration devant l'opacité du système fiscal, avec presque huit personnes sur dix (75 %) affirmant qu'il est difficile de savoir les impôts dont elles sont redevables et presque neuf sur dix (86 %) soulignant qu'elles ont des difficultés à vérifier la manière dont le gouvernement dépense les recettes fiscales (Figure 14).

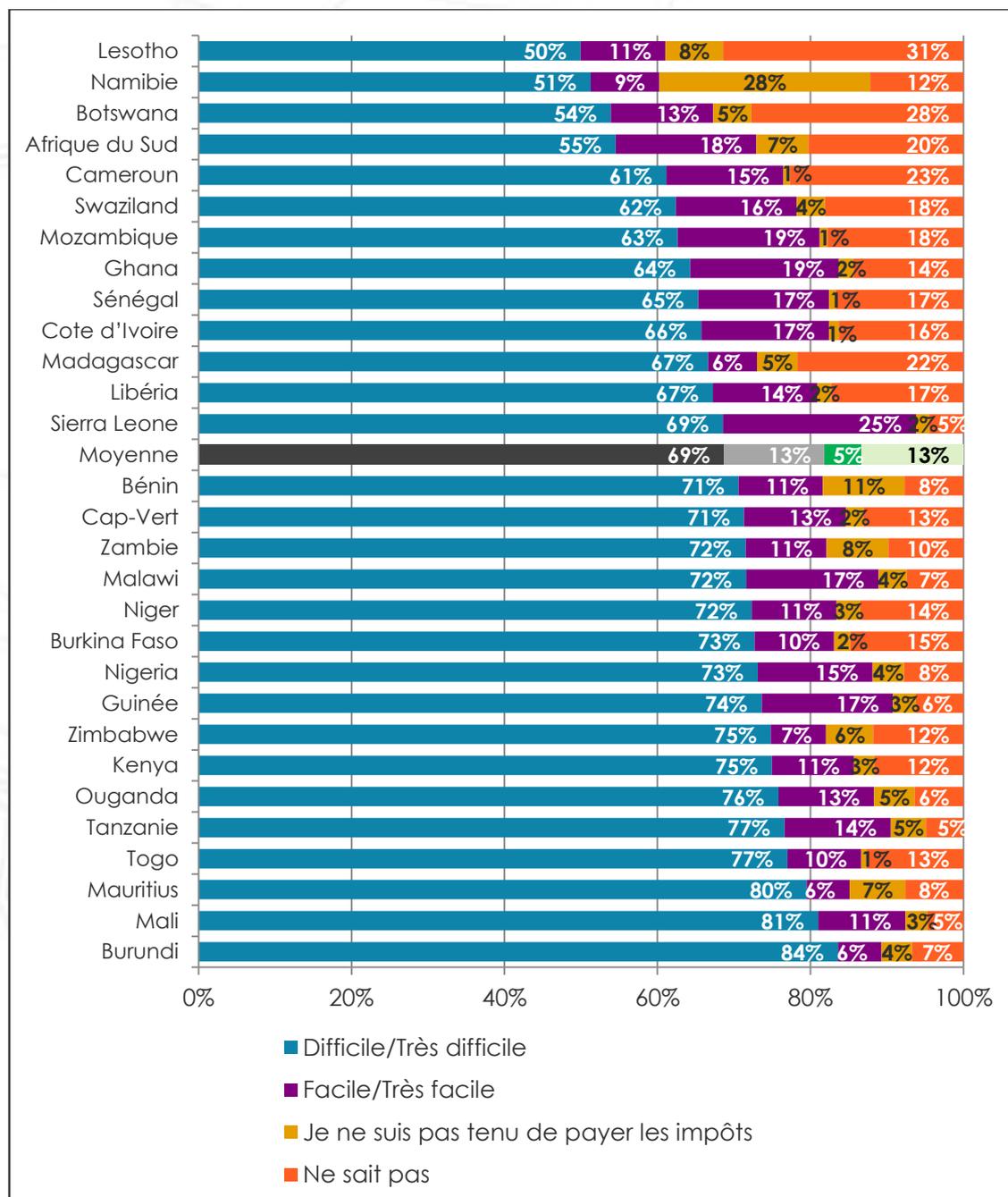
Figure 14 : L'opacité des systèmes fiscaux, par région
| 29 pays, 2011-2013



Application de la loi

Si la plupart des gouvernements ne sont pas parvenus à rendre accessibles les informations relatives aux impôts redevables, ils semblent néanmoins avoir réussi à faire peser une menace légale crédible. Plus des deux tiers (69 %) des personnes interrogées pensent qu'il est « difficile », voire « très difficile » d'« éviter de payer les impôts sur le revenu ou les impôts fonciers dont elles sont redevables au gouvernement » (Figure 15). Seulement 13 % d'entre elles affirment que cela serait « facile », voire « très facile » (13 % ne savent pas et 5 % affirment n'être redevables d'aucun impôt). Même au Lesotho, le pays avec le niveau d'application de la loi le plus bas, la moitié (50 %) des personnes interrogées estiment que cela serait difficile, tandis que 31 % l'ignorent. Les Sierraléonais étaient les plus susceptibles d'affirmer que l'évasion fiscale est effectivement facile, avec 25 % suggérant que c'est effectivement le cas, bien que 69 % rejettent cette affirmation. Dans tous les autres pays, moins de 20 % des personnes estiment qu'il est facile d'éviter de payer ses impôts.

Figure 15 : Difficulté d'échapper à l'imposition | 29 pays, 2011-2013

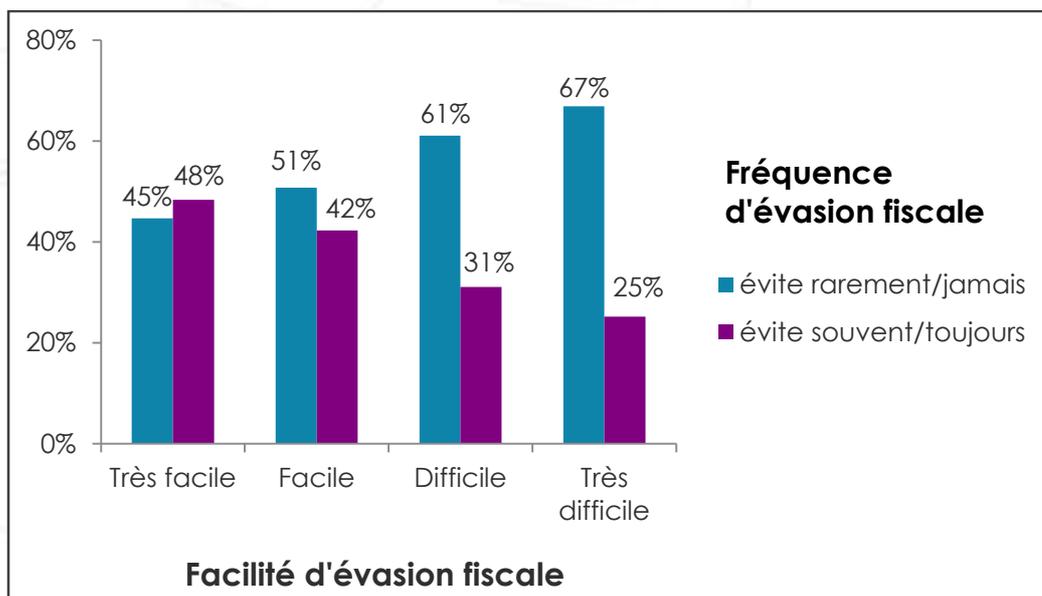


La question: « Selon votre expérience, à quel point est-il facile ou difficile de faire ce qui suit: Pour éviter de payer l'impôt sur le revenu ou les taxes ou droits de propriété que vous devez au Gouvernement? »

La perception de l'efficacité en matière de l'application des dispositions fiscales semble avoir un impact considérable sur la conformité générale aux dispositions du système fiscal. Ceux qui pensent qu'il est difficile, voire très difficile, d'éviter de payer des impôts sont beaucoup moins susceptibles de déclarer que les personnes évitent effectivement de payer leurs impôts (Figure 16).⁷

⁷ $r = 0,150$, $p = 0,000$ (Pearson).

Figure 16 : Application des dispositions fiscales et évasion fiscale
| 29 pays, 2011-2013



Intégrité des administrations fiscales

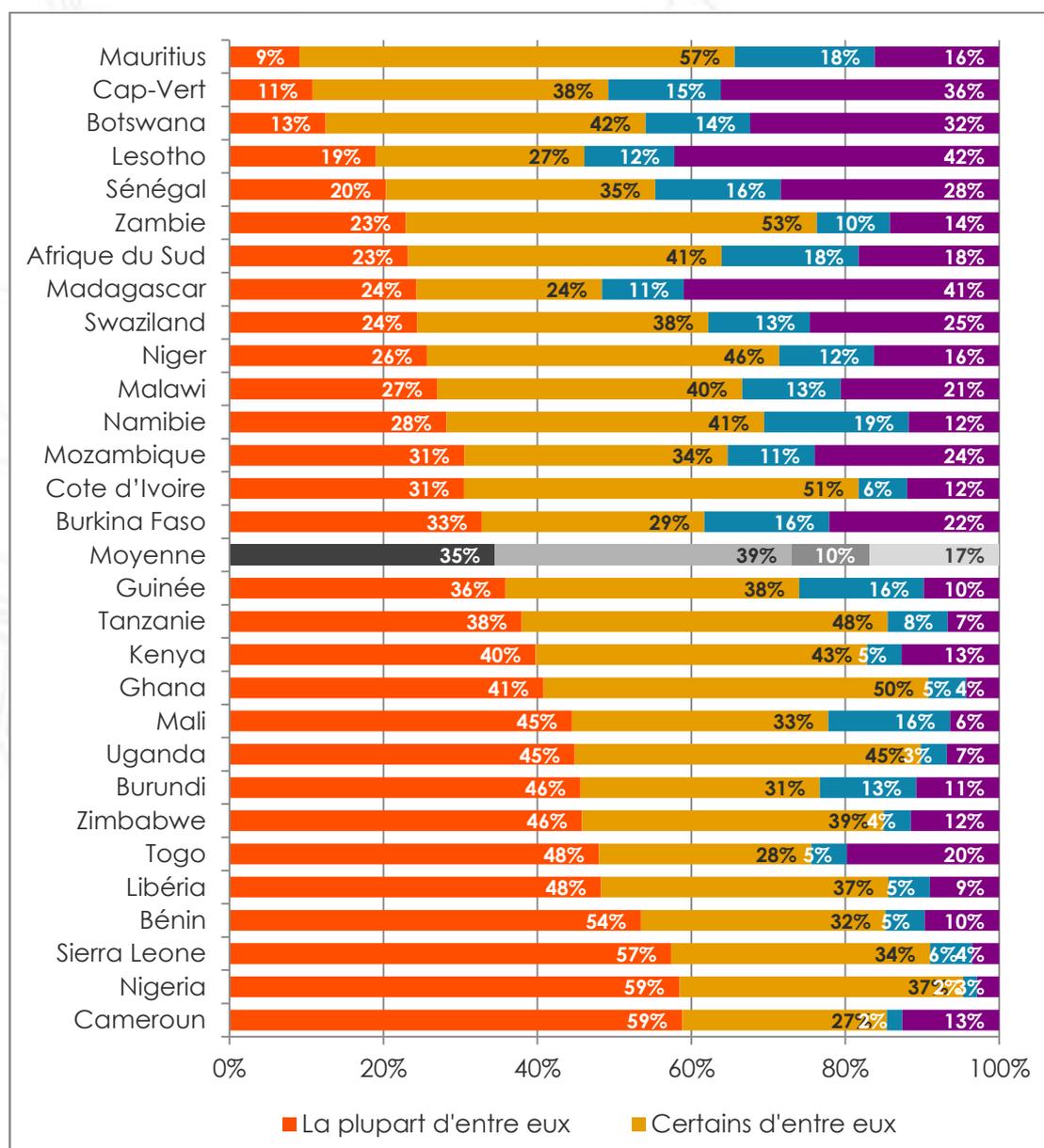
Le degré de confiance des citoyens dans les administrations fiscales et la perception des niveaux de corruption parmi les agents du fisc indiquent que les administrations fiscales se heurtent encore à un manque de crédibilité considérable. L'opinion publique est répartie à peu près également en ce qui concerne la crédibilité des agents du fisc : 44 % des citoyens affirment qu'ils leur font « assez » ou « beaucoup » confiance, mais ils sont autant (44 %) à exprimer l'opinion inverse, ne leur faisant « pas du tout » voire seulement « un peu » confiance.

De la même manière, lorsqu'on les interroge sur le degré de corruption des agents du fisc, les personnes expriment de nettes réserves. Un citoyen sur trois (35 %) pense que « la plupart » ou « tous » les agents du fisc sont corrompus et 39 % des citoyens pensent qu'au moins « quelques-uns » le sont (Figure 17). Seule une personne sur dix (10 %) perçoit qu'aucun des agents du fisc ne se livre à des échanges illicites. Dans l'ensemble, les agents du fisc sont en bien meilleure posture que les agents de police ou les autres fonctionnaires, mais ils sont bien plus mal lotis que les députés, les conseillers gouvernementaux locaux et les fonctionnaires du système judiciaire quant aux degrés de corruption rapportés.⁸ La perception de la

⁸ Voir l'article de Samantha Richmond et de Carmen Alpin, 2013, « L'inefficacité des gouvernements dans la lutte contre la corruption : le verdict des citoyens est sans appel », Document politique n° 4 de l'Afrobaromètre, disponible sur www.afrobarometer.org/fr. Ce document fait état des degrés de la perception de la corruption à travers 34 pays, par conséquent, les chiffres varient légèrement par rapport à ceux rapportés dans le présent document qui n'en couvrent que 29.

corruption parmi les agents du fisc est à son summum au Cameroun et au Nigeria (affectant 59 % de la population dans les deux cas), suivis par la Sierra Leone (57 %) et le Bénin (54 %), mais celle-ci n'est en revanche que de 9 % à Maurice, 11 % au Cap-Vert et 13 % au Botswana.

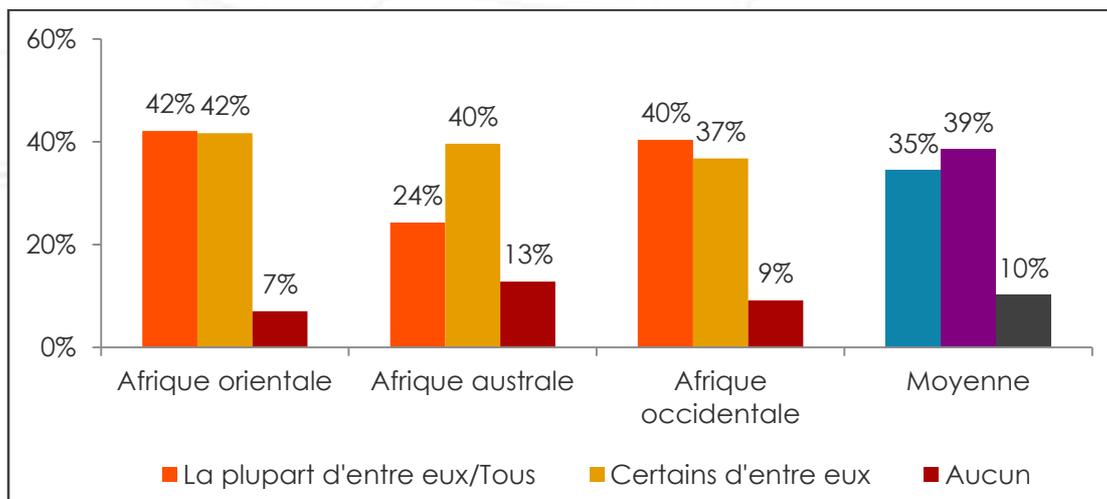
Figure 17 : **Corruption au sein des administrations fiscales**
| 29 pays, 2011-2013



La question : « Selon vous, combien de personnes des groupes suivants sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'êtes-vous pas assez familiers avec eux pour donner votre opinion: Les agents des impôts, tels que les agents de la Direction Générale des Impôts ou les collecteurs d'impôts locaux ? »

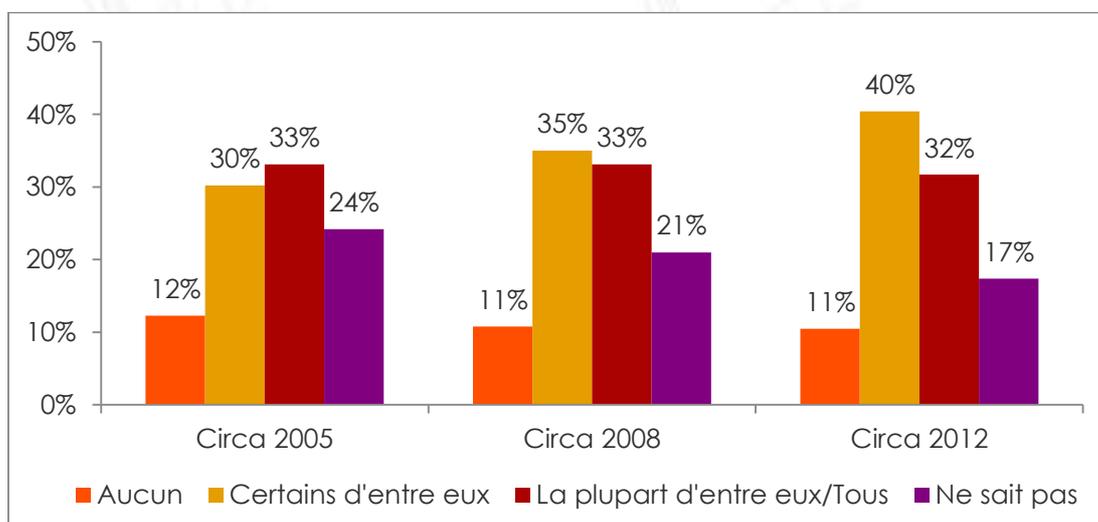
Le degré de perception de la corruption parmi les agents du fisc (24 %) est considérablement inférieur en Afrique australe comparé à celui de l'Afrique de l'Est (42 %) et de l'Afrique de l'Ouest (40 %) (Figure 18).

Figure 18 : Corruption au sein des administrations fiscales, par région | 29 pays, 2011-2013



Parmi les 16 pays suivis depuis 2005, on n’observe que peu de changements en matière de la perception de la corruption en haut et en bas de l’échelle. La généralisation de la corruption continue d’être rapportée à raison d’environ une personne sur trois (32 % estiment que « la plupart », voire « tous » les agents du fisc étaient corrompus en 2012, par comparaison avec 33 % en 2005 et en 2008), alors qu’une personne sur dix ne rapporte aucun problème. Cependant, durant cette même période, le nombre de personnes déclarant qu’elles n’« étaient pas au courant » de faits de corruption parmi les agents du fisc a diminué, tandis que celles déclarant qu’au moins « certains d’entre eux » sont corrompus ont considérablement augmenté, ce qui porterait à croire que les réformes des systèmes fiscaux des dix dernières années n’ont guère contribué à améliorer l’image des agents du fisc aux yeux de l’opinion publique.

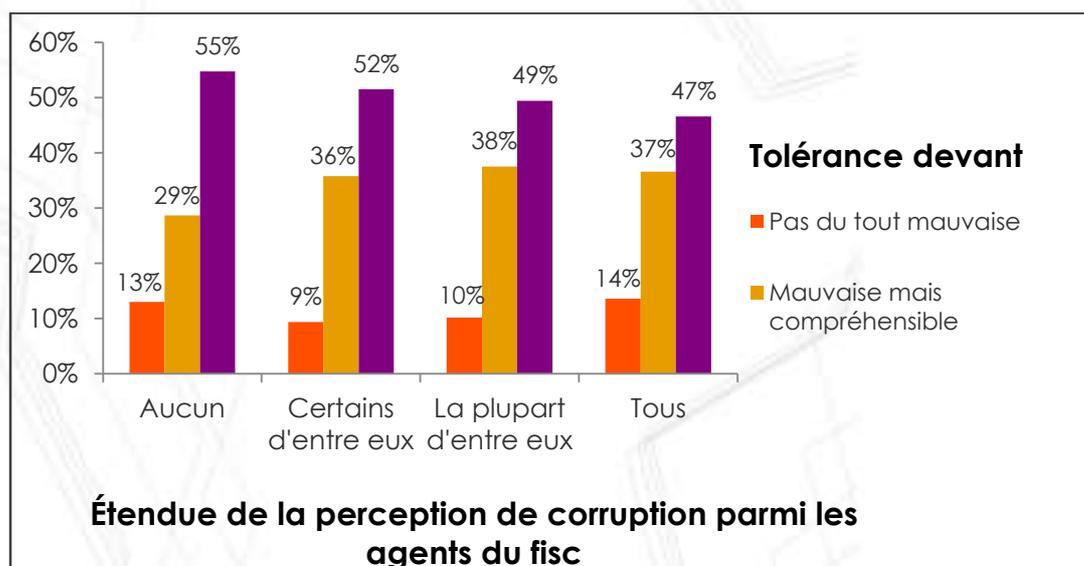
Figure 19 : Évolutions de l’étendue de la perception de corruption parmi les administrations fiscales | 16 pays, 2005-2012



La corruption nuit à l'engagement en faveur de l'imposition

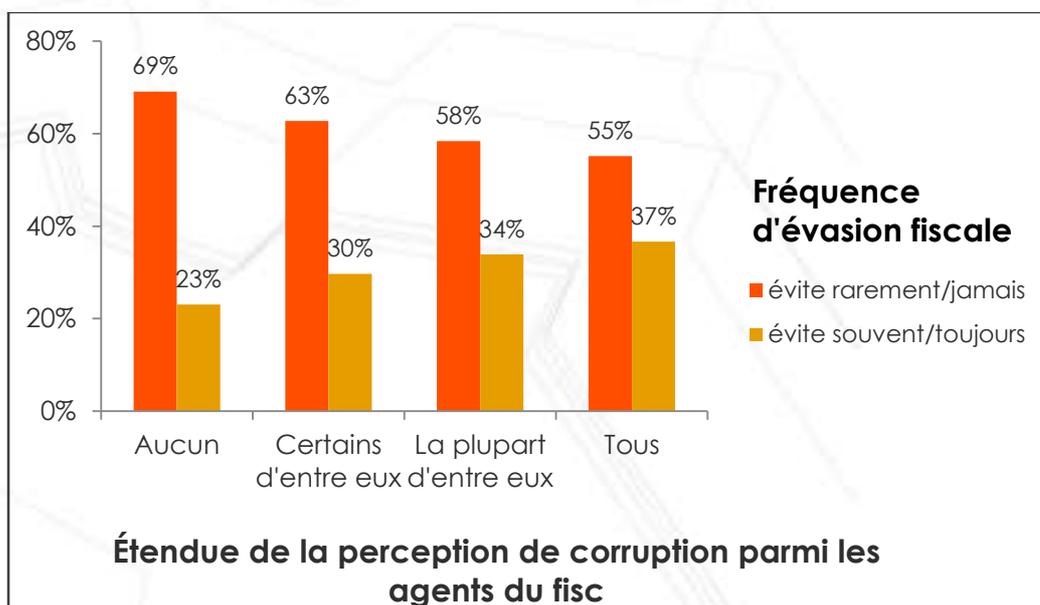
À la lumière des données, il semble que la corruption contribue à nuire profondément à l'engagement en faveur de l'imposition, tant en principe qu'en pratique. Par exemple, parmi ceux qui perçoivent que la corruption n'entache jamais les agents du fisc, 55 % considèrent le non-paiement des impôts comme « inacceptable et condamnable » et 29 % comme « inacceptable, mais compréhensible ». En revanche, parmi ceux qui perçoivent que tous les agents du fisc sont corrompus, la tolérance vis-à-vis du non-paiement des impôts augmente considérablement : le nombre de personnes qui estiment que l'évasion fiscale est une infraction condamnable baisse jusqu'à 47 %, tandis que 37 % considèrent qu'elle est compréhensible (Figure 20).

Figure 20 : **Corruption et tolérance devant l'évasion fiscale**
| 29 pays, 2011-2013



On associe également des degrés de corruption plus élevés à des degrés accrus d'évasion fiscale déclarée. Parmi ceux qui estiment que les agents du fisc sont honnêtes, seulement 23 % pensent que l'évasion fiscale sévit fréquemment (survenant « souvent » ou « toujours »), tandis que pour ceux qui considèrent que les agents du fisc sont généralement associés à des faits délictueux, l'évasion fiscale serait bien plus courante, avec 37 % déclarant que des infractions sont fréquentes (Figure 21).

Figure 21 : **Corruption et fréquence de l'évasion fiscale**
 | 29 pays, 2011-2013



Conclusion

Un haut degré de priorité a été accordé à la réforme des systèmes fiscaux à travers le continent au cours des deux dernières décennies. Les constats de l'Afrobaromètre indiquent qu'une large majorité des Africains se rallient à cette initiative : les habitants affirment que le développement national doit être bâti sur la base d'une fiscalité intérieure plutôt que de s'appuyer uniquement sur d'autres sources de revenus. D'autre part, les administrations fiscales jouissent d'une légitimité élevée et grandissante auprès des citoyens africains. Un grand nombre d'entre eux soulignent l'importance de la conformité aux obligations fiscales, bien qu'un fossé persiste quant à savoir si la non-conformité est compréhensible ou doit être traitée comme une infraction condamnable.

Toutefois, la transparence des administrations fiscales et la responsabilité des systèmes de finances publiques continuent de préoccuper le public. Une forte majorité de personnes déclarent avoir des difficultés à savoir ce dont elles sont redevables ainsi qu'à vérifier comment les gouvernements utilisent les recettes fiscales.

La perception du manque d'intégrité des administrations fiscales reste également un défi majeur pour les gouvernements. Bien qu'ils ne figurent pas parmi les plus grands contrevenants (un honneur qui reste réservé à la police), le public perçoit un haut degré de corruption parmi les agents du fisc. Et cette perception semble être directement corrélée aux degrés moindres de consentement à l'imposition, au même titre qu'aux degrés moindres de conformité rapportés.



L'amélioration de la transparence et de la responsabilité parmi les administrations fiscales doit par conséquent rester une pierre angulaire des efforts visant à renforcer la génération des recettes intérieures. L'amélioration de l'accès aux informations relatives aux impôts dont les personnes sont redevables ainsi qu'aux renseignements concernant les dépenses publiques, conjointement avec la réduction de la corruption et des abus de fonds publics, contribuera à encourager la conformité volontaire.

Afrobarometer Taxation Database Annexes

Citizens must pay taxes for development vs. find other resources			
Country	Citizens pay taxes to develop country	Neither/Don't know	Find other resources
Benin	69%	1%	30%
Botswana	57%	5%	38%
Burkina Faso	68%	8%	24%
Burundi	56%	2%	43%
Cameroon	82%	4%	14%
Cape Verde	69%	7%	24%
Cote d'Ivoire	84%	2%	14%
Ghana	84%	1%	15%
Guinea	50%	2%	47%
Kenya	73%	3%	24%
Lesotho	32%	7%	61%
Liberia	81%	1%	19%
Madagascar	64%	12%	24%
Malawi	45%	3%	52%
Mali	79%	1%	20%
Mauritius	67%	1%	32%
Mozambique	72%	10%	18%
Namibia	53%	3%	44%
Niger	78%	1%	21%
Nigeria	64%	1%	35%
Senegal	81%	2%	18%
Sierra Leone	77%	1%	22%
South Africa	68%	5%	28%
Swaziland	77%	4%	20%
Tanzania	55%	1%	43%
Togo	61%	4%	35%
Uganda	51%	2%	47%
Zambia	63%	5%	32%
Zimbabwe	58%	4%	38%
Average	66%	4%	30%

Prefer higher taxes, more services vs. lower taxes, fewer services			
Country	Prefer higher taxes, more services	Neither/Don't know	Prefer lower taxes, fewer services
Benin	57%	6%	37%
Botswana	33%	22%	46%
Burkina Faso	51%	18%	31%
Burundi	35%	5%	60%
Cameroon	60%	19%	21%
Cape Verde	48%	32%	20%
Cote d'Ivoire	65%	9%	26%
Ghana	58%	7%	35%
Guinea	52%	11%	37%
Kenya	49%	18%	33%
Lesotho	37%	19%	44%
Liberia	63%	5%	32%
Madagascar	48%	24%	29%
Malawi	33%	9%	58%
Mali	59%	6%	35%
Mauritius	54%	14%	31%
Mozambique	53%	23%	24%
Namibia	46%	9%	45%
Niger	68%	7%	25%
Nigeria	51%	6%	43%
Senegal	70%	7%	23%
Sierra Leone	65%	4%	31%
South Africa	49%	13%	37%
Swaziland	56%	19%	25%
Tanzania	64%	9%	27%
Togo	56%	16%	27%
Uganda	41%	11%	48%
Zambia	45%	13%	41%
Zimbabwe	31%	18%	51%
Average	52%	13%	35%

Tax authorities always have the right to make people pay taxes			
Country	Agree / Strongly agree	Neither/ Don't know	Disagree / Strongly disagree
Benin	59%	19%	21%
Botswana	81%	10%	10%
Burkina Faso	58%	17%	24%
Burundi	68%	9%	23%
Cameroon	68%	11%	21%
Cape Verde	67%	16%	17%
Cote d'Ivoire	67%	10%	23%
Ghana	90%	5%	5%
Guinea	59%	9%	33%
Kenya	69%	11%	20%
Lesotho	58%	15%	27%
Liberia	82%	7%	12%
Madagascar	52%	31%	17%
Malawi	68%	5%	27%
Mali	77%	6%	17%
Mauritius	74%	14%	12%
Mozambique	68%	18%	15%
Namibia	66%	18%	16%
Niger	84%	8%	9%
Nigeria	66%	12%	22%
Senegal	77%	8%	15%
Sierra Leone	82%	9%	9%
South Africa	68%	20%	12%
Swaziland	82%	10%	8%
Tanzania	71%	6%	24%
Togo	52%	11%	37%
Uganda	66%	8%	26%
Zambia	77%	10%	13%
Zimbabwe	76%	13%	12%
Average	70%	12%	18%

Tolerance for not paying taxes owed to government				
Country	Not wrong at all	Wrong but understandable	Wrong and punishable	Don't know
Benin	4%	43%	52%	1%
Botswana	6%	31%	55%	8%
Burkina Faso	10%	44%	40%	6%
Burundi	17%	19%	62%	1%
Cameroon	4%	29%	63%	4%
Cape Verde	20%	38%	35%	7%
Cote d'Ivoire	5%	35%	53%	7%
Ghana	6%	29%	63%	2%
Guinea	16%	28%	51%	5%
Kenya	10%	32%	51%	6%
Lesotho	29%	19%	37%	16%
Liberia	8%	25%	57%	10%
Madagascar	17%	33%	36%	15%
Malawi	29%	42%	28%	2%
Mali	4%	30%	65%	1%
Mauritius	3%	23%	73%	2%
Mozambique	17%	33%	31%	20%
Namibia	10%	37%	49%	5%
Niger	11%	24%	61%	5%
Nigeria	11%	47%	40%	2%
Senegal	4%	38%	56%	2%
Sierra Leone	6%	38%	53%	4%
South Africa	6%	36%	52%	6%
Swaziland	3%	36%	58%	3%
Tanzania	19%	33%	45%	3%
Togo	8%	45%	42%	6%
Uganda	18%	46%	32%	4%
Zambia	6%	46%	41%	7%
Zimbabwe	10%	49%	37%	5%
Average	11%	35%	49%	6%

Perceived frequency of tax non-compliance			
Country	Never / Rarely	Often / Always	Don't know
Benin	54%	37%	9%
Botswana	65%	13%	22%
Burkina Faso	41%	42%	17%
Burundi	75%	16%	9%
Cameroon	38%	45%	16%
Cape Verde	36%	44%	20%
Cote d'Ivoire	32%	56%	12%
Ghana	64%	30%	6%
Guinea	63%	30%	7%
Kenya	63%	26%	11%
Lesotho	35%	24%	40%
Liberia	59%	29%	13%
Madagascar	50%	25%	25%
Malawi	66%	21%	13%
Mali	68%	29%	3%
Mauritius	74%	21%	5%
Mozambique	56%	23%	22%
Namibia	77%	12%	12%
Niger	81%	14%	5%
Nigeria	60%	34%	5%
Senegal	50%	38%	12%
Sierra Leone	44%	53%	4%
South Africa	54%	36%	10%
Swaziland	60%	21%	19%
Tanzania	67%	28%	6%
Togo	52%	37%	11%
Uganda	67%	22%	11%
Zambia	71%	15%	14%
Zimbabwe	69%	19%	12%
Average	58%	29%	13%

Self-reported refusal to pay tax or fee to government			
Country	No	Yes	Don't know
Benin	84%	10%	6%
Botswana	94%	2%	4%
Burkina Faso	86%	7%	7%
Burundi	89%	9%	2%
Cameroon	87%	6%	7%
Cape Verde	89%	4%	8%
Cote d'Ivoire	90%	7%	3%
Ghana	91%	8%	1%
Guinea	90%	8%	2%
Kenya	87%	9%	5%
Lesotho	86%	6%	8%
Liberia	89%	6%	5%
Madagascar	82%	8%	10%
Malawi	95%	3%	2%
Mali	96%	4%	1%
Mauritius	98%	1%	1%
Mozambique	85%	11%	5%
Namibia	90%	4%	6%
Niger	94%	4%	2%
Nigeria	89%	10%	2%
Senegal	85%	11%	4%
Sierra Leone	79%	20%	2%
South Africa	93%	5%	3%
Swaziland	96%	2%	2%
Tanzania	78%	22%	1%
Togo	86%	8%	6%
Uganda	79%	15%	6%
Zambia	93%	3%	4%
Zimbabwe	95%	4%	1%
Average	89%	8%	4%

Difficulty to know taxes and fees owed to government			
Country	Easy / Very easy	Difficult / Very difficult	Don't know
Benin	18%	66%	16%
Botswana	31%	43%	26%
Burkina Faso	25%	62%	13%
Burundi	11%	83%	6%
Cameroon	25%	58%	16%
Cape Verde	33%	54%	13%
Cote d'Ivoire	39%	45%	15%
Ghana	19%	68%	13%
Guinea	17%	77%	6%
Kenya	19%	73%	9%
Lesotho	20%	52%	28%
Liberia	14%	68%	18%
Madagascar	11%	64%	25%
Malawi	18%	75%	7%
Mali	43%	51%	6%
Mauritius	55%	37%	8%
Mozambique	26%	62%	12%
Namibia	22%	58%	21%
Niger	30%	59%	11%
Nigeria	24%	69%	7%
Senegal	22%	63%	15%
Sierra Leone	26%	71%	4%
South Africa	33%	47%	21%
Swaziland	26%	57%	18%
Tanzania	23%	72%	6%
Togo	15%	74%	11%
Uganda	20%	73%	8%
Zambia	34%	54%	13%
Zimbabwe	23%	63%	14%
Average	25%	62%	13%

Difficulty to know how government uses tax revenues			
Country	Easy / Very easy	Difficult / Very difficult	Don't know
Benin	7%	78%	16%
Botswana	16%	57%	27%
Burkina Faso	9%	79%	13%
Burundi	6%	89%	5%
Cameroon	9%	77%	15%
Cape Verde	13%	75%	12%
Cote d'Ivoire	9%	74%	16%
Ghana	14%	74%	12%
Guinea	11%	85%	5%
Kenya	7%	85%	9%
Lesotho	11%	61%	28%
Liberia	8%	76%	16%
Madagascar	3%	72%	25%
Malawi	15%	81%	4%
Mali	18%	76%	7%
Mauritius	13%	80%	8%
Mozambique	14%	75%	11%
Namibia	16%	63%	20%
Niger	14%	73%	13%
Nigeria	11%	82%	7%
Senegal	9%	76%	15%
Sierra Leone	15%	81%	4%
South Africa	20%	59%	21%
Swaziland	7%	79%	13%
Tanzania	9%	86%	5%
Togo	7%	82%	11%
Uganda	10%	84%	7%
Zambia	10%	80%	10%
Zimbabwe	7%	79%	14%
Average	11%	76%	13%

Difficulty to avoid paying taxes owed to government				
Country	Easy / Very easy	Difficult / Very difficult	Don't owe taxes	Don't know
Benin	11%	71%	11%	8%
Botswana	13%	54%	5%	28%
Burkina Faso	10%	73%	2%	15%
Burundi	6%	84%	4%	7%
Cameroon	15%	61%	1%	23%
Cape Verde	13%	71%	2%	13%
Cote d'Ivoire	17%	66%	1%	16%
Ghana	19%	64%	2%	14%
Guinea	17%	74%	3%	6%
Kenya	11%	75%	3%	12%
Lesotho	11%	50%	8%	31%
Liberia	14%	67%	2%	17%
Madagascar	6%	67%	5%	22%
Malawi	17%	72%	4%	7%
Mali	11%	81%	3%	5%
Mauritius	6%	80%	7%	8%
Mozambique	19%	63%	1%	18%
Namibia	9%	51%	28%	12%
Niger	11%	72%	3%	14%
Nigeria	15%	73%	4%	8%
Senegal	17%	65%	1%	17%
Sierra Leone	25%	69%	2%	5%
South Africa	18%	55%	7%	20%
Swaziland	16%	62%	4%	18%
Tanzania	14%	77%	5%	5%
Togo	10%	77%	1%	13%
Uganda	13%	76%	5%	6%
Zambia	11%	72%	8%	10%
Zimbabwe	7%	75%	6%	12%
Average	13%	69%	5%	13%

Perceived corruption among tax officials				
Country	None of them	Some of them	Most / All of them	Don't know
Benin	5%	32%	54%	10%
Botswana	14%	42%	13%	32%
Burkina Faso	16%	29%	33%	22%
Burundi	13%	31%	46%	11%
Cameroon	2%	27%	59%	13%
Cape Verde	15%	38%	11%	36%
Cote d'Ivoire	6%	51%	31%	12%
Ghana	5%	50%	41%	4%
Guinea	16%	38%	36%	10%
Kenya	5%	43%	40%	13%
Lesotho	12%	27%	19%	42%
Liberia	5%	37%	48%	9%
Madagascar	11%	24%	24%	41%
Malawi	13%	40%	27%	21%
Mali	16%	33%	45%	6%
Mauritius	18%	57%	9%	16%
Mozambique	11%	34%	31%	24%
Namibia	19%	41%	28%	12%
Niger	12%	46%	26%	16%
Nigeria	2%	37%	59%	3%
Senegal	16%	35%	20%	28%
Sierra Leone	6%	34%	57%	4%
South Africa	18%	41%	23%	18%
Swaziland	13%	38%	24%	25%
Tanzania	8%	48%	38%	7%
Togo	5%	28%	48%	20%
Uganda	3%	45%	45%	7%
Zambia	10%	53%	23%	14%
Zimbabwe	4%	39%	46%	12%
Average	10%	39%	35%	17%

AFRO



BAROMÈTRE

DONNER UNE VOIX AU PEUPLE



Rose Aiko est directeur de recherche sur la gouvernance et la prestation des services au REPOA Policy Research for Development à Dar es Salaam.

Carolyn Logan est directrice adjointe d'Afrobaromètre et Professeur Assistant de sciences politiques de L'Université d'Etat du Michigan.

Les enquêtes Afrobaromètre sont produites en collaboration avec des chercheurs en sciences sociales dans plus de 30 pays africains. La coordination est assurée par Centre pour le Développement Démocratique (CDD-Ghana), l'Institut de Justice et Réconciliation (RIF) en Afrique du Sud, l'Institut d'Etudes pour le Développement (IDS) de l'Université de Nairobi au Kenya et l'Institut de Recherche en Economie Politique (IREEP) du Bénin. Le projet bénéficie de l'appui technique de Michigan State University (MSU) et l'Université de Cape Town (UCT). Nous tenons à remercier le Département pour le Développement International (DfID) du Royaume-Uni, la Fondation Mo Ibrahim, l'Agence Suédoise pour le Développement International (SIDA), l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) et la Banque Mondiale pour leur généreux soutien au Round 5. Pour plus d'informations et d'éventuelles demandes d'analyse des données, veuillez visiter le site du réseau Afrobaromètre: www.afrobarometer.org/fr.

Document de politique générale n° 7 | 5 Mar 2014

Rose Aiko, raiko@repoa.or.tz | Carolyn Logan, clogan@msu.edu
www.afrobarometer.org/fr

Twitter/Afrobarometer
Facebook/Afrobarometer